Remplacement au Parlement de l'EAC de Hafsa Mossi assassinée en juillet dernier

PANA, 19 octobre 2016 Le Burundi comble le vide de représentation de l'Assemblée législative Est-africaine Bujumbura, Burundi - L'Assemblée nationale a approuvé, mercredi, la candidature unique de Jean-Marie Muhigwa (photo), en qualité de nouveau député du Burundi au Parlement Est africain, en remplacement de Mme Hafsa Mossi, assassinée par balles dans des circonstances aujourd'hui encore obscures, en juillet dernier, à Bujumbura, a-t-on appris de source parlementaire dans la capitale burundaise.

Les enquêteurs persistent toujours sur le mobile exact, les commanditaires et les assassins d'une jeune politicienne "sans histoires" qui passait pour être une des figures modérées du parti au pouvoir. L'Assemblée législative communautaire des députés, soit neuf par chacun des cinq pays membres, siége à Arusha, en Tanzanie, depuis la date de sa création, en 2001. A la création, en 1999, le noyau dur de la Communauté Est-africaine, dont dépend l'Assemblée législative, composée du Kenya, de l'Ouganda et de la Tanzanie; le Rwanda et le Burundi ayant adhéré plus tard, en 2007. Les principales missions de l'Assemblée sont le contrôle du bon usage des ressources communautaires, le débat et l'approbation des budgets, l'examen des rapports annuels sur les activités et les audits. Cet organe législatif de la communauté est considéré, statutairement, comme la première étape vers un Parlement fédéral des cinq Etats membres. La communauté tente encore de réaliser une union douanière, un marché commun et une union monétaire comme étapes transitoires vers une fédération politique constituée par les cinq Etats-membres. Une Cour de justice de la communauté a également été créée pour intervenir dans les conflits susceptibles de jalonner cette longue route vers une fédération politique des Etats d'Afrique de l'Est. Le dernier fait d'armes de la Cour a été la validation de la candidature controversée de l'actuel président burundais, Pierre Nkurunziza, à la tête du pays, sur saisine des organisations locales et régionales de la Société civile.